

Elections présidentielle et législatives en Turquie : Erdogan gagne un sursis institutionnel

jeudi 28 juin 2018, par [ONGUN Emre](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2018).

Recep Erdogan apparaît vainqueur des scrutins du 24 juin 2018. Il est effectivement le gagnant d'une élection taillée sur mesure pour lui mais cette élection ne change pas les dynamiques majeures à l'œuvre en Turquie et s'apparente plutôt à un sursis.

En regardant les plateaux les chaînes d'information turques on ne pouvait qu'avoir un sentiment d'irréalité devant le spectacle de commentateurs devisant sur les élections locales à venir alors même que la majorité des communes kurdes ont été placées sous tutelle par l'Etat qui a démis (et souvent emprisonné) leurs maires élus, ou sur la possibilité d'un « consensus national » alors même qu'un des candidats à la présidentielle, Selahattin Demirtas pour le HDP est détenu en prison de manière illégale...

En effet, il faut, d'abord, rappeler que ces élections en Turquie se sont déroulées dans un contexte de crise économique et de répression généralisée depuis plusieurs années et qui s'est renforcée en prenant prétexte de la tentative de coup d'Etat de juillet 2016 pour réprimer largement les forces démocratiques de Turquie n'ayant aucun rapport avéré cette tentative. Il suffit de se rappeler des députés détenus, des purges dans les universités et la fonction publique, des communes kurdes placées sous tutelle de l'Etat, de l'état d'urgence pour saisir que ce scrutin ne se situait même pas au niveau des critères (déjà insuffisants) d'une démocratie parlementaire...

La loi électorale a été modifiée plusieurs fois avec l'AKP tenant tous les leviers de l'Etat et se confondant souvent avec elle voir (à ce sujet voir cet entretien avec la chercheuse Elise Massicard). La semaine du vote, il s'est avéré que dans la commune de Suruç à la frontière syrienne, les équipes d'un candidat AKP ont tiré sur des petits commerces dont les tenanciers avaient indiqué qu'ils ne voteraient pas pour eux, plusieurs personnes étaient mortes dans l'affrontement. Le jour même du vote des nombreuses fraudes ou irrégularités ont été relevées, notamment par la délégation du PCF qui a été prise à partie par l'Etat turc.

Mais même avec tous ces facteurs déterminants en sa faveur, Erdogan ne bénéficie pas d'un triomphe. Le 24 juin se déroulaient deux élections : le 1^{er} tour de l'élection présidentielle (majoritaire uninominal à 2 tours comme en France) et parlementaire (système proportionnel par liste départementale avec un barrage de 10% à l'échelle nationale pour pouvoir rentrer au parlement, la nouveauté étant que peuvent désormais se constituer des coalitions pour contourner ce barrage).

Les camps en présence étaient :

- La coalition « du peuple » comprenant l'AKP (le parti d'Erdogan), le parti ultranationaliste MHP (+ un autre petit parti conservateur-ultranationaliste le BBP), se présentant au parlement avec pour

candidat à la présidentielle Recep Erdogan.

- La coalition « nationale », comprenant le CHP (membre de l'Internationale Socialiste, « gauche » nationaliste libérale), le İyi Parti (« Bon parti » scission du MHP) et le Saadet (parti héritier de la tradition de « l'islam politique » traditionnel en Turquie, conservatrice-sociale). Chacun de ces partis présentait son propre candidat au 1^{er} tour avec accord de désistement mutuel au second tour.

- Le HDP se présentait seul et son candidat était Selahattin Demirtas, son ex-co-président précédemment candidat en 2014 et illégalement détenu en prison.

Les scores officiels (en n'oubliant jamais les remarques écrites plus haut) se présentent ainsi :

Présidentielle En %

Erdogan (AKP+MHP) 52,4%

Ince (CHP) 30,8%

Demirtas (HDP) 8,3%

Aksener (Iyi) 7,4%

Karamollaoglu (Saadet) 0,9%

Perinçek (VP) 0,2%

Pour la présidentielle, Erdogan semble avoir légèrement augmenté son score par rapport au scrutin précédent en 2014 (51,8%)... mais ce serait oublier qu'en 2014, son actuel allié du MHP soutenait un candidat commun avec le CHP.

Le score maintenu par le MHP lors de l'élection du 24 juin est d'ailleurs la plus grande surprise de cette élection :

Parlementaires En % ; Députés ; +/- en %

AKP : 42,54% des voix, 295 députés, -7,0%

MHP : 11,11% des voix 48 députés, -0,8%

Total « Coalition du Peuple » : 53,65% des voix, 343 députés, -7,8%

CHP : 22,60% des voix, 147 députés, -2,7%

Iyi : 9,97% des voix, 43 députés, nouveau parti

Saadet : 1,60% des voix, 0 députés, 0,9%

Total « Coalition nationale » : 34,17% des voix, 190 députés

HDP : 11,69% des voix, 67 députés, 0,9%

En effet, le MHP recule légèrement mais ce parti semblait largement démonétisé en apparaissant comme une « fraction extérieure » de l'AKP, n'ayant plus de visage politique propre et ayant subi une scission (le İyi Parti passé dans l'opposition à Erdogan). Ce dernier parti et sa figure de proue, Meral Aksener, après avoir été largement présentés, en particulier par la presse internationale, comme une « alternative » à Erdogan (contre toute vraisemblance) échoue dans son pari... et finit même derrière S.Demirtas à la présidentielle et derrière le HDP au parlement.

C'est une autre information significative : malgré la répression de masse, le black-out médiatique total, un candidat à la présidentielle en prison... le HDP améliore légèrement son score à l'élection parlementaire par rapport à novembre 2015. Il faut également préciser que les listes de candidats du HDP présentaient un profil plus à « gauche » et « radical » que lors des élections précédentes, avec le départ de figures conservatrices telles qu'Altan Tan qui se présentait pour le Saadet. Une

quinzaine de responsable d'organisations se réclamant du marxisme ont été élu·e·s ainsi que des personnalités notables comme le journaliste d'investigation Ahmet Sik ou l'acteur Baris Atay.

Il est significatif qu'à Istanbul, le HDP obtienne 12,5%, y faisant même mieux que son score historique de juin 2015. Il en est de même à Izmir avec 11,3%. Or, c'est dans ces métropoles que l'écart entre le score du HDP à l'élection parlementaire et celui de S. Demirtas à la présidentielle qui n'obtient, par exemple, que 7,2% à Istanbul est le plus grand. Cet écart est beaucoup plus faible dans les départements kurdes. Cela tient très probablement à des secteurs démocratiques turcs souhaitant que le HDP rentre au parlement mais estimant que le candidat du CHP, Muharrem Ince, est le mieux placé pour battre R.Erdogan et le préférant à la candidate issue du fascisme Meral Aksener.

En effet, M. Ince a fait écho à une certaine aspiration démocratique de l'électorat traditionnel du CHP en adoptant un positionnement « ouvert » sur la question kurde durant la campagne et en rendant visite à S. Demirtas à sa prison. Considéré comme un politicien sans envergure jusque-là, il s'avéra être un orateur pugnace et assez inspiré même s'il tomba dans le piège de la personnalisation du débat avec R. Erdogan. Sa campagne a suscité un enthousiasme certain qui a culminé avec l'immense meeting tenu la veille de l'élection. Il obtint d'ailleurs un score plus élevé que son propre parti qui, plutôt en décalage avec sa candidature, avait éliminé ses député·e·s sortant·e·s les plus à gauche.

Au débit de M. Ince, il faut relever sa position hostile aux réfugié·e·s syrien·ne·s et sa déclaration au lendemain du scrutin (après ne pas avoir pris la parole la nuit du vote) indiquant qu'il n'avait jamais dit « qu'il fallait libérer S. Demirtas » et remettant en cause l'image plus démocratique qu'il s'était construit probablement sous l'influence des scores du İyi et, surtout, du MHP.

Enfin, il faut souligner la faiblesse du score du Saadet et de son candidat à la présidentielle. Même s'ils apparaissent en progression, le fait qu'ils ne soient plus bloqués par le barrage de 10% en participant à la « coalition nationale » avait fait naître l'idée que leur score ne serait pas confidentiel. Cela souligne la crise existentielle de l'islam politique turc qui s'avère incapable d'offrir une alternative sur ce registre à un AKP se confondant avec l'appareil d'Etat, se mouvant dans le nationalisme turc, vidé de toute substance intellectuelle et que la plupart des fondateurs (sauf Erdogan) ont quitté.

Au final, R.Erdogan a gagné grâce au soutien du MHP sans lequel il ne dispose pas d'une majorité parlementaire ; il a donc besoin du soutien des fascistes turcs, alors que son propre parti a adopté un cours ultranationaliste affirmé, et ne se suffit plus à lui-même. Cette campagne fut notablement différente des précédentes pour l'AKP. Jusqu'à présent, même si cela était de plus en plus fictif, l'AKP proposait un horizon politique, suscitait une aspiration envers cet horizon, se situait au niveau de grands projets de société. Erdogan se disait toujours fier de ne pas avoir recours à des expédients électoralistes... alors qu'il y a eu recours massivement cette fois.

Le sursis ne tient pas principalement dans les capacités politiques de ses oppositions (en réalité, la faiblesse de ces capacités lui permet de se maintenir au pouvoir) mais dans sa situation. La crise économique est toujours là. Ce scrutin a pu prendre de vitesse ses effets les plus notables mais cette crise ne va pas disparaître : elle ne tombe pas du ciel ni d'un quelconque complot international mais tient aux contradictions nées de l'insertion de la Turquie dans le capitalisme mondialisé. A cette crise économique s'ajoutent la question des migrant·e·s que la Turquie sous-traite pour les états européens et l'aventure militaire en Syrie dans laquelle Erdogan s'est lancé et dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir. En résumé, une grande partie des contradictions globales s'alimentent entre elles dans une Turquie qui apparaît comme un maillon particulièrement faible du système mondial capitaliste. Poursuivi par les effets de ces dynamiques, la position d'Erdogan est similaire à

celle du loup décrit par L. Trotsky : « Si, dans la steppe, une automobile poursuit à toute vitesse un loup, l'animal finira par s'essouffler et se couchera, épuisé. Mais essayez de lui passer un collier ; il tâchera de vous mettre en pièces, ou du moins de vous blesser. D'ailleurs, que lui reste-t-il d'autre à faire, en ces conditions ? ». C'est pourquoi, il est complètement absurde d'attendre un quelconque « pragmatisme » ou une « ouverture vers l'opposition » de la part d'Erdogan qui a obtenu un sursis mais ne peut qu'entreprendre sa fuite en avant. En revanche, ses morsures peuvent être terribles.

Les tâches en France ne varient donc pas : agir en solidarité avec les camarades confronté·e·s à la répression en Turquie, informer sur la réalité de ce qui s'y passe, lutter pour un accueil digne des réfugié·e·s pour enlever ce levier des mains de R. Erdogan et contre le racisme structurel envers les musulman·e·s en France qui contribue à ce qu'Erdogan se légitime en Turquie et à l'étranger.

Emre Ongün

P.-S.

* 25/06/2018 - 14:06 :

<https://www.ensemble-fdg.org/content/elections-en-turquie-erdogan-gagne-un-sursis-institutionnel>